

la carte blanche

Paul Magnette Ministre-président wallon (PS)

« Keep calm and reload Europe »

L'Europe fait face à deux urgences : elle doit lutter contre la fraude fiscale et le dumping social, et cesser d'imposer un modèle institutionnel abstrait. C'est à ce seul prix qu'elle renouera le contact avec ses citoyens.

Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles », écrivait Paul Valéry en 1919. Les Européens de longue date, convaincus que « l'acquis communautaire » était irréversible et l'idéal européen insubmersible, vivent aujourd'hui un nouveau moment valéryen. Le départ annoncé du Royaume-Uni, qui a bénéficié plus que tout autre de son intégration à l'Europe (on a vite oublié que lorsqu'il est entré dans la Communauté en 1972, le pays était en plein déclin industriel), donne du souffle à tous les souverainismes qui couvent sous la cendre.

Les nationalistes de la N-VA n'ont pas attendu vingt-quatre heures pour saisir le flambeau : que l'Ecosse prenne son indépendance et lance un vaste mouvement, se réjouissent-ils, et que l'Europe se réduise à une pauvre confédération de nations drapées dans leur identité.

Crise de l'intégration politique

La vision N-VA ne peut pas être la solution, parce qu'elle est une grande partie du problème. Ce que vit l'Europe, c'est une crise de l'intégration politique, dont la N-VA est l'un des nombreux symptômes. Il fallut des siècles pour que l'Europe dépasse ses divisions, locales et corporatistes. Des siècles pour que la « civilisation des mœurs » pacifie les relations entre les individus et les groupes sociaux. Aujourd'hui, le mouvement s'inverse. Les nations se re-

plient sur elles-mêmes ou se décomposent. Les principales familles politiques du XX^e siècle (démocrates-chrétiens, libéraux, socialistes et plus tard écologistes) avaient toutes bâti des projets de société assumant la complexité du monde et portant des progrès universels. Elles sont en recul, confrontées à des mouvements politiques qui défendent les particularismes et les « simplifications sauvages ».

Or, la première urgence de l'Europe, c'est précisément de faire sauter le verrou des souverainistes et conservateurs dans la lutte contre le dumping social

et la fraude fiscale. Ce n'est pas un hasard si les milieux ouvriers sont aujourd'hui les plus virulents critiques de l'Union, au Royaume-Uni et ailleurs : ils souffrent au quotidien du dumping social qui détruit les emplois et tire les salaires et les droits sociaux vers le bas. Et cette régression leur est d'autant plus intolérable que dans le même temps les multinationales et le monde financier éludent massivement l'impôt. Il n'y aura pas de salut européen sans que ce double échec soit préalablement résolu.

Au-delà de cette double urgence, le schéma des Etats-Unis d'Europe, défendu avec une belle constance par Guy Verhofstadt, est-il une réponse ? Je ne le crois pas. Il est trop institutionnel,

trop sec, trop enfermé dans une vision classique de la démocratie. Dans l'histoire de l'intégration européenne, le sursaut n'est jamais venu de schémas abstraits, mais de projets précis répondant à un problème imminent.

Renouer avec la société civile

La vraie question est donc : à quoi l'Europe peut-elle être utile aujourd'hui,

et dans quel domaine dispose-t-elle des ressources suffisantes pour que son action soit crédible ? Les sujets ne manquent pas, mais qui trop embrasse mal étreint. La lutte contre le réchauffement climatique, et la modernisation écologique de nos économies qu'elle rend possible, est sans doute la meilleure réponse. Elle esquisse un modèle de développement moins dépendant de la croissance et des sources d'énergie importées. L'Europe dispose, dans ce secteur, des scientifiques et des entreprises les plus avancés au monde. Et l'accord de Paris contre le réchauffement climatique, le dernier succès diplomatique européen en date, a rappelé que le Vieux Continent est plus uni sur ses sujets qu'il ne l'a jamais été.

Faire de cet enjeu un projet de relance européenne, c'est aussi et surtout renouer avec des mouvements de la société civile qui ont précédé le politique. Un modèle de société fondé sur le respect de la nature et des rythmes humains, et sur des pratiques sociales coopératives, est d'ores et déjà en cours de construction à travers les milliers d'initiatives portées par des citoyens européens. Plutôt que d'imposer un modèle institutionnel abstrait, l'Europe gagnerait à fédérer et amplifier ces pratiques.

Faut-il agir à six, douze ou vingt pays ? Faut-il agir à travers des coopérations entre Etats ou des politiques harmonisées ? Ces questions sont secondaires. Les fondateurs savaient que les institutions suivent les projets, et que seules les « solidarités concrètes » peuvent faire reculer les réticences des pouvoirs établis. Il n'est pas trop tard pour s'en souvenir. Et la Belgique, pays fondateur et médiateur, est mieux placée que personne pour prendre l'initiative. ■